

# Synthèse

La présente publication regroupe des études et analyses récentes concernant les principaux facteurs de réussite dans la réalisation d'une analyse d'impact de la réglementation (AIR). Ces documents portent sur des questions de méthodologie et sur différentes initiatives nationales, notamment en ce qui concerne les facteurs systémiques influant sur la qualité des AIR, les méthodologies susceptibles de favoriser une amélioration de la réglementation grâce aux AIR, des conseils d'utilisation des AIR en vue d'éviter toute réglementation inutile des marchés concurrentiels et un examen de la pratique de l'AIR dans le contexte du gouvernement d'entreprise dans plusieurs pays de l'OCDE. Au total, cette publication offre de précieux conseils pratiques sur la façon d'accroître l'efficacité des systèmes d'AIR pour renforcer la cohérence des politiques et promouvoir le bien-être économique par une amélioration de la qualité de la réglementation. Elle sera utile aux pays qui souhaitent renforcer ou affiner la pratique de l'AIR et voir dans quels domaines il peut être le plus judicieux d'investir des ressources publiques pour améliorer l'AIR.

Le chapitre 1 traite du recours à l'AIR comme instrument de promotion de la cohérence des politiques de réglementation. La pratique de l'AIR a une importance particulière dans les pays de l'OCDE en tant que mécanisme systémique permettant de s'assurer que les avantages probables de la réglementation proposée sont supérieurs à ses coûts estimatifs. L'OCDE défend depuis longtemps la pratique de l'AIR, ayant recommandé en 1997 aux pouvoirs publics d'intégrer « l'analyse d'impact de la réglementation dans l'élaboration, le réexamen et la réforme des réglementations ». Publiés en 2005, les *Principes directeurs pour la qualité et la performance de la réglementation* ont renforcé les effets positifs de l'AIR. Compte tenu de la complexité croissante des politiques, il importe de disposer de solides mécanismes décisionnels fondés sur les faits et intégrés aux processus de gouvernance pour optimiser les effets positifs des politiques de réglementation sur le bien-être et réduire au minimum les coûts de ces politiques.

Pour qu'un système d'AIR soit efficace, il faut absolument faire en sorte que les analyses soient réalisées très tôt, à un moment où il est possible et utile de déterminer l'approche optimale concernant les mesures proposées, et où des substituts à la réglementation peuvent être examinés sérieusement. L'échelle d'application de l'AIR influera également sur sa capacité à améliorer la qualité des projets de réglementation. Il faudrait optimiser l'application de l'AIR aux instruments réglementaires pour promouvoir les meilleures options. Il est recommandé d'adopter une approche proportionnelle de façon que les ressources indispensables à l'AIR soient affectées aux réglementations censées avoir l'impact le plus fort.

Le chapitre 2 examine comment la prise en compte de la conception des institutions peut améliorer la qualité de l'AIR. La mise en œuvre de l'AIR dans la zone OCDE est une

entreprise de longue haleine et l'expérience acquise par certains pays de l'OCDE permet de mieux comprendre comment améliorer la qualité globale de l'AIR. La conception des mécanismes et méthodes d'AIR, le degré de légitimité formelle et de soutien politique accordé au processus d'AIR, et la mise en place dans l'administration de mécanismes spécifiques d'assurance et de contrôle de la qualité destinés à veiller à ce que l'AIR soit réalisée de manière efficace, sont d'importants facteurs systémiques qui influenceront probablement sur la détermination de la qualité de l'analyse d'impact de la réglementation.

Le chapitre 3 est consacré à l'examen de la méthodologie de l'AIR. Procéder à une AIR est un exercice techniquement difficile. L'amélioration des instructions méthodologiques à l'intention des personnes qui en sont chargées peut avoir des effets non négligeables sur la qualité de l'AIR et, partant, sur sa capacité à contribuer à une meilleure réglementation. Ce chapitre passe en revue ces instructions et détaille les principaux aspects que les administrations peuvent adapter pour évaluer et améliorer la qualité de leurs propres instructions ou pour commencer à rédiger des instructions à l'intention des analystes des politiques.

Le chapitre 4 s'inspire de *l'Instrument de l'OCDE pour l'évaluation d'impact sur la concurrence* publié en 2007, et donne des conseils pour l'évaluation de l'impact d'approches potentielles de la réglementation sur la concurrence. Il illustre à quel point l'investissement, même assez minime, de ressources publiques dans la suppression des obstacles inutiles à la concurrence qui figurent dans la réglementation peut s'avérer positif pour le bien-être économique s'il est réalisé de façon systématique. Il donne également des conseils sur la façon d'obtenir les meilleurs résultats en examinant les avantages et les inconvénients de l'intégration des évaluations d'impact sur la concurrence au cycle d'élaboration des politiques de réglementation.

Le chapitre 5 étudie la façon dont les autorités de réglementation des services financiers se servent de l'AIR dans le domaine de la réglementation du gouvernement d'entreprise pour renforcer leurs mécanismes d'élaboration de politiques fondées sur les faits. Il est utile pour les concepteurs des politiques publiques de comprendre comment procéder à une AIR dans leur propre domaine de compétence, et de se pencher sur des exemples comparés de démarches suivies par les analystes dans d'autres secteurs réglementaires. Il s'appuie sur des exemples tirés de l'expérience de pays de l'OCDE, notamment le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne. En outre, il étudie la façon dont les autorités de réglementation ont traité certaines questions dont dépend l'efficacité de l'AIR, parmi lesquelles la définition du problème, l'organisation d'une véritable consultation et la détermination des coûts et avantages. Le document contribue de manière importante à l'étude de la réglementation du gouvernement d'entreprise, domaine insuffisamment traité, et présente une approche qui pourrait être appliquée à l'analyse des données d'expérience en matière d'AIR dans d'autres domaines réglementaires.

Il importe de disposer de bons mécanismes de gouvernance pour gérer la complexité des politiques et aider les pouvoirs publics à promouvoir une culture administrative offrant les outils nécessaires pour évaluer les conséquences des mesures envisagées et favoriser la réalisation d'objectifs économiques, environnementaux et sociaux répondant aux intérêts des citoyens. Les informations qui figurent dans la présente publication peuvent aider les pays à améliorer leurs mécanismes de gouvernance pour promouvoir la cohérence des politiques, grâce à l'intégration et au perfectionnement des systèmes d'analyse d'impact de la réglementation en vue d'une réglementation plus efficace et de résultats plus satisfaisants.